

LES LUNDIS du CEVIPOF

Cycle 2000-2001 :
« Les partis politiques en France et en Europe »

Archive du 5 mars 2001 :

« Les partis d'extrême gauche en France et en Europe. »

Bernard Poulet (rédacteur en chef de *Courrier international*).

Daniel-Louis Seiler (professeur de science politique, IEP de Bordeaux).

Les textes de ces " Notes et études du CEVIPOF n°8" sont la version écrite des interventions faites dans le cadre des Lundis 2000-2001

Pascal Perrineau. Deux exposés sur l'extrême gauche, sur le cadre français avec Bernard Poulet qui a accepté très aimablement, à la suite du papier qu'il avait publié sur ce sujet dans la revue *Le Débat*, de poursuivre et de prendre en charge l'exploration donc de la famille d'extrême gauche en France. Ensuite notre collègue, Daniel-Louis Seiler, mettra en perspective, dans le cadre comparatif européen, cette famille politique de l'extrême gauche. Donc je passe tout de suite la parole, en le remerciant encore une fois, à Bernard Poulet sur l'extrême gauche en France.

Bernard Poulet : Quand j'ai accepté la proposition de Pascal Perrineau, je n'avais pas réalisé à quel point, les choses avaient sinon totalement changé du moins largement évolué et s'étaient accélérées depuis la publication de mon travail dans la revue *Le Débat* en janvier 1999.

L'intitulé de la conférence est : les partis politiques d'extrême gauche. Ma première remarque consiste à souligner que l'extrême gauche ne se résume pas à ses partis. Elle se retrouve dans les syndicats, les associations et toutes sortes d'autres regroupements qui l'incarnent parfois mieux que les partis dits d'extrême gauche. Ce courant se caractérise non seulement par son éparpillement mais aussi par une mise à distance de la politique ou par une tentative de se saisir de la politique d'une autre manière. Cette attitude de défiance des militants et sympathisants s'exprime aussi à l'égard des partis d'extrême gauche.

Pour commencer, je referai une petite genèse de cette extrême gauche. Elle remonte, en fait, très loin dans l'histoire française mais l'extrême gauche que nous avons vu resurgir à la fin des années 1980 trouve ses racines autour des années 1960, 1970. Elle est, plus ou moins, fille de l'année 1968 et des années qui ont suivi. Les cadres de l'actuelle extrême gauche appartiennent dans leur majorité à cette tranche générationnelle. On y retrouve des militants qui ont vécu une longue traversée du désert et d'autres qui "reprennent du service". Parmi eux, je signalerai une catégorie particulièrement intéressante : le préretraité. Il est encore jeune, actif, rempli de bonne volonté et devient un élément important de cette reconstruction de l'extrême gauche, puisqu'il possède souvent une expérience militante de ses années de jeunesse.

Néanmoins, cette génération a connu une période de creux très profond. A la fin des années 1970 l'extrême gauche semblait en effet avoir disparu du paysage français. Arlette Laguillier et Alain Krivine, aux élections européennes de 1979, réalisent ensemble (ils avaient déjà « pacsé ») à peine 3 % des voix. Ils sont très marginaux. La lcr et les communistes révolutionnaires d'Alain Krivine, à la même époque, atteignent, de leur propre aveu, leur niveau militant le plus bas. La victoire de François Mitterrand en 1981 va d'une certaine manière encore renforcer cette impression de disparition de l'extrême gauche.

Et pourtant, vers la fin des années 1980, elle resurgit. Les premiers signes de ce retour apparaissent dans la période de la première cohabitation. Cela mériterait d'être creusé. Il est clair que le jeu mené par le président de la République à l'époque y est pour quelque chose, puisque c'est la période où l'Elysée "joue" avec sos-racisme, avec les coordinations étudiantes et où les premiers mouvements radicalisés se dessinent, notamment sous le drapeau de l'anti-lepénisme. Ces formes d'organisations diffusent leurs expériences et d'autres mouvements les imiteront. A ce moment, les effets ne se répercutent pas encore directement dans l'activité politique française ni dans la société. En 1990, le nombre de jours de grève est à son niveau le plus bas depuis 1946. Durant cette période, qui ne connaît pas encore de grands mouvements sociaux, s'expérimentent ce que Jean-Marc Salmon, militant et sociologue, a appelé les "médiations associatives", des regroupements sur un problème particulier. En général, ceux-ci naissent autour de problèmes bien circonscrits et non directement politiques, par exemple msf, Greenpeace, qui agit avec très peu de gens, les restos du cœur, Act up, SOS racisme. Ces groupes développent une pratique spectaculaire, destinée à faire réagir l'opinion, donc les politiques par voie de conséquence. Pour cela, ils instrumentalisent les médias, au premier chef la télévision. Cette période d'expérimentation connaît un nouveau développement, une concrétisation à partir des années 1990, avec des nouvelles organisations plus directement liées à l'extrême-gauche comme Droit au logement, Droit devant, Ras le front. AC! Contre le chômage, ou la Confédération paysanne et les syndicats Sud. C'est durant cette même période que ceux qu'on appelait les "gauchistes" se réinvestissent dans une activité syndicale. Je vous renvoie à l'historique que j'ai fait assez longuement dans *Le Débat*.

Il faut noter au passage que le terme "gauchiste" a pratiquement disparu du vocabulaire désignant ces mouvements. Ce changement de vocabulaire n'est pas dépourvu de sens car il marque que, même si ce sont souvent les mêmes militants qu'il y a vingt ans, la nature de leurs regroupements s'est profondément modifiée. Par ailleurs, ces ex-gauchistes se réinvestissent dans le mouvement syndical et y trouvent un levier considérable à leur influence. Les différentes organisations syndicales fournissent des viviers de militants, des leviers d'organisation, souvent des moyens financiers, donc une arme de mobilisation et de combat. Un dirigeant d'un syndicat Sud me disait que jamais dans l'expérience de l'extrême gauche française, ses militants n'avaient eu à leur disposition autant de leviers. Leur influence est d'autant plus importante que parallèlement le mouvement syndical traditionnel perd des militants tout comme des organisations de la gauche traditionnelle. Par conséquent, la force de frappe des cadres de l'extrême gauche augmente proportionnellement, que ce soit à l'intérieur de la cfdt, de la cgt et de FO, ou à l'extérieur, à travers de nouveaux syndicats comme les Sud. A cet égard, les actions menées à la sncf sont révélatrices. Avec un petit groupe de personnes déterminées ces militants radicaux peuvent déclencher ou durcir des actions car ils sont aussi souvent les plus actifs, les plus dévoués, les mieux organisés. Sans être beaucoup plus nombreux qu'auparavant, ils ont augmenté leur influence proportionnelle et ils possèdent une force de frappe considérable face à laquelle les organisations traditionnelles ont souvent beaucoup de mal à réagir. Il est évident que la percée de cette extrême gauche en France résulte aussi des conditions politiques générales comme la montée du chômage ou la précarité. Parallèlement, une autre thématique a contribué à l'ampleur des nouvelles mobilisations : le Front national et la lutte antifasciste. L'anti-mondialisation viendra plus tard, comme en relais, en général avec les mêmes militants.

Je voudrais revenir sur le rapport entre les syndicats et l'extrême gauche. Pour l'identifier et ne pas me limiter à sa description, j'insisterai sur les contenus de cette nouvelle extrême gauche.

Car, l'influence des militants radicaux en France s'est d'autant plus accrue que leur discours s'est détaché des contenus gauchistes des origines. D'une certaine manière, l'extrême gauche, et ce n'est pas un des moindres paradoxes, a gagné en influence en reprenant à son compte et en le radicalisant le discours et les valeurs de la démocratie. En ne se situant plus à l'extérieur ou à la marge du cadre démocratique mais en étant tout à fait au cœur de la démocratie, la nouvelle radicalité a acquis un impact plus considérable que celle de l'extrême gauche traditionnelle. Au nom de l'ultra-démocratie elle a accru son influence. Elle conteste la démocratie au nom de ce que celle-ci devrait être. Elle manifeste une exigence du respect des droits individuels (droit au logement, droit aux papiers, droit à l'emploi), et plus récemment des droits à l'identité, l'authenticité et parfois - ce qui est plus difficile à formuler dans la tradition d'extrême gauche, - des droits des communautés. Si vous dites à un militant d'extrême gauche qu'il défend des droits communautaires, comme il est souvent un peu républicain, il le contestera en soulignant son refus du retour au ghetto. Mais si vous lui parlez de défendre les droits de la femme, des homosexuels et des minorités ethniques (on dira régionales ou culturelles) il sera d'accord.

C'est à l'intérieur de la démocratie et au nom de la défense des droits que la nouvelle radicalité se recompose et obtient un impact plus considérable qu'elle ne l'a jamais eu. En effet, personne ne s'oppose au droit d'avoir une ville moins polluée, ni au droit à une bonne « bouffe », à un emploi, à un logement etc. Qui peut être contre l'interdiction du travail des enfants ? Qui peut être contre plus de justice sociale ? L'ensemble de ces catégories démocratiques, parfois ultra-démocratiques, fonctionnent admirablement et s'élèvent au rang de discours quasiment imparable. Et les médias relaient très spontanément ce type de discours et de mouvement à valeur compassionnelle.

J'ai discuté, au moment des occupations de fin d'année, en 1997, avec des chômeurs en fin de droit qui occupaient les anpe. Les organisateurs de ces mouvements reconnaissent qu'ils n'étaient que quelques centaines, dans le meilleur des cas, mais ils étaient parvenus à utiliser ce levier compassionnel, en mettant en avant le sort de gens vivant avec 2000 F par mois et donc incapables d'acheter des jouets pour leurs enfants pour Noël, à un moment de creux de l'actualité.

Au passage, je veux souligner, ce que Marcel Gauchet appelle "l'exceptionnelle force de négativité" qui est contenue dans les Droits de l'homme. Ce philosophe affirme que ces Droits, qui occupent une position centrale dans notre société, permettent en effet un appel indéfini de la société démocratique contre elle-même. Un appel qui d'ailleurs ne dit presque rien des moyens d'y répondre. Il faut être conscient que les Droits de l'homme sont une machine à l'intérieur de la démocratie qui opère une réquisition permanente, une mise en demeure qui conteste en permanence la démocratie telle qu'elle est au nom de ce qu'elle devrait être. C'est donc apparemment un discours de rupture, une critique radicale mais sans véritable conséquence car la plupart des mouvements d'extrême gauche aujourd'hui ont abandonné l'idée d'un modèle alternatif global. La majorité des responsables de l'extrême gauche ont explicitement abandonné le projet prométhéen de transformation du monde. On peut soupçonner l'un ou l'autre d'avancer telle ou telle revendication pour, comme on disait avant, mettre le capitalisme ou la démocratie face à ses contradictions et les dynamiter de l'intérieur. Mais ceci n'est jamais dit explicitement.

Je pense que la plupart des cadres de l'extrême gauche ne croient plus du tout à une transformation radicale du monde et n'ont aucun projet de société alternatif. Prenons le cas de Christophe Aguiton, dirigeant de cette mouvance et honnête analyste. Il appartient à la fin de la

génération 1968, celle des années 1970. C'est un dirigeant de la Ligue communiste révolutionnaire, mais cela ne constitue pas, ne constitue plus, le point le plus important de sa biographie. Il est un des fondateurs de Sud ptt et de AC! contre le chômage. Aujourd'hui, il est vice-président d'ATTAC et il appartient à la Fondation Copernic. Christophe Aguiton reconnaît qu'ils n'ont plus de projet de transformation du monde et qu'il faudra beaucoup de temps pour en reformuler un autre. Il ajoute : "d'ailleurs, je ne suis pas sûr qu'il soit nécessaire d'en avoir un". Bien qu'il soit a priori un révolutionnaire (il est un dirigeant de la Ligue communiste révolutionnaire et on pourrait attendre qu'il souhaite une transformation du monde socialiste, communiste ou trotskiste) il postule qu'il n'est plus nécessaire d'avoir un programme de société alternatif. Aguiton vient de publier un livre, qui s'appelle *Le monde nous appartient*, où il montre les impasses dans lesquelles sont coincés ses camarades d'extrême gauche. Il y revendique le droit de se débarrasser de l'illusion de pouvoir élucider les évolutions profondes du monde et ses grandes tendances. Pour un marxiste scientifique, qui veut analyser le monde et le comprendre, c'est quand même une forme de doute tout à fait surprenante. On est très loin du programme de transition de Léon Trotsky.

Philippe Raynaud avait très bien analysé cette contradiction au sein des nouvelles radicalités dans un petit essai de l'ex-Fondation Saint-Simon. Il y parlait d'"orthodoxie molle" à propos de Daniel Bensaïd, idéologue de la lcr et probablement le plus systématique encore de ses théoriciens. Lui-même, déclare pourtant que la révolution n'est plus qu'une "hypothèse stratégique sans conséquence pratique". De la même manière, dans un courant assez éloigné, Ignacio Ramonet, le directeur du *Monde diplomatique*, lance le texte, qui va par la suite servir de base à la création d'ATTAC, intitulé « Désarmer des marchés ». Le titre est assez clair. Il ne s'agit pas de supprimer le marché mais de le désarmer. Cela implique que si la liberté totale de la circulation de capitaux déstabilise la démocratie, il faut remettre en place des mécanismes dissuasifs. Il ne s'agit pas de renverser le système mais de l'aménager de manière plus démocratique. D'ailleurs, la taxe Tobin n'a aucune vocation à provoquer la chute du capitalisme. Elle s'intègre dans ce système critiqué, elle doit "l'huiler".

Plus avant encore, on peut dire qu'une grande partie de la nouvelle radicalité ne prétend pas à la prise du pouvoir. L'ouvrage *Du contre-pouvoir* de Miguel Benassayag et Diego Sztulwark (La Découverte) reflète la pensée de ces courants qui ont institué la théorie du refus du pouvoir à la base de leur action. Malgré le titre, les auteurs prônent le refus du contre-pouvoir, au sens où la presse pourrait être un contre-pouvoir. Ils opèrent une mise à distance totale du pouvoir. Ils prônent la nécessité de ne plus penser la politique sous l'impératif central, exclusif et excluant de la prise du pouvoir. Et cela, au profit de ce qu'ils appellent une nouvelle subjectivité anticapitaliste : ne plus avoir de programme permet d'avoir des projets, estiment-ils. Personnellement j'aurais tendance à penser que c'est un des problèmes auxquels cette extrême gauche va être confrontée car cette manière de ne pas poser d'alternative politique reste, quoi qu'ils en aient, une forme d'impasse. On le constate dans le cas du Mexique : le mouvement zapatiste a eu un impact considérable. Il a organisé une marche spectaculaire sur Mexico. Le Parlement mexicain a dû reconnaître la nécessité d'adopter une loi en faveur des indiens comme le demandaient le sous-commandant Marcos et ses amis. Et puis ils sont rentrés dans leur forêt. La loi promise n'est pas celle qui a été votée. Apparemment elle est très en deçà de ce qui était souhaité par les zapatistes. Que peuvent-ils faire désormais ? Marcos avait proclamé qu'il ne voulait pas faire de politique, qu'il ne voulait pas entrer dans le jeu politique justement comme les gens dont nous venons de parler e,t en même temps, depuis le départ, il a assuré qu'il ne voulait pas faire du Che Guevara

non plus, mener une lutte armée systématique. Donc je m'interroge. Que peut-il faire ? C'est, pour lui, et pour les gens qui refusent le "jeu politique", un problème extrêmement difficile à résoudre.

Parlons enfin des partis qu'on dit d'extrême gauche. La France se différencie des autres pays par la place qu'y occupent le trotskisme et les organisations trotskistes. Nous avons au moins trois organisations trotskistes connues sur le devant du paysage tant sur le plan politique que sur le plan strictement électoral. C'est évidemment quelque chose de très spécifique et d'autant plus étonnant que, depuis les années 1980-1990, ces organisations trotskistes n'ont absolument pas bénéficié, en terme de militance, du mouvement en faveur de la gauche radicale. Elles n'ont pas plus de militants aujourd'hui qu'il y a vingt ans. En s'en tenant à ce que disent leurs responsables, on est toujours dans les 2 000 à 8 000 militants par organisation. En général, les nouveaux venus repartent à peu près aussi vite qu'ils sont arrivés. C'est un des paradoxes français.

Le deuxième paradoxe concerne évidemment le vote pour Arlette Laguiller. Aujourd'hui, tout le monde est d'accord pour reconnaître que les électeurs d'Arlette ne votent pas pour le programme de l'Union communiste internationaliste, nom officiel de Lutte ouvrière, que d'ailleurs presque personne ne connaît. D'ailleurs, je dirais que même si on le connaissait tout le monde s'en moquerait. Ceci est bizarre, en effet, puisque Arlette Laguiller fait probablement partie du dernier groupe des vrais trotskistes qui croient encore à une révolution permanente, aux bienfaits des soviets et à la dictature du prolétariat. Evidemment, elle ne tient pas ce discours à la télévision. Mais même si elle développait ses thèses "révolutionnaires", cela n'aurait pas d'importance notable, on voterait quand même pour elle. Le contenu du discours par rapport au vote Arlette n'a que très peu d'importance, voire aucune. Certaines enquêtes publiées dans la presse sur la réalité de Lutte ouvrière montraient que c'était une secte inquiétante. Le vote pour Arlette Laguiller n'en a pas été altéré. Les citoyens s'en soucient peu. S'ils votent pour elle, c'est davantage à cause du populisme compassionnel qu'elle manie avec grand art. Elle rassemble sur son nom aussi le vote simplement protestataire, pas particulièrement de gauche et sûrement pas d'extrême gauche.

Mais, bien que récemment un baromètre ipsos, *Le Point* donnait 43 % d'opinions positives à Arlette Laguiller, je crois que la prochaine élection présidentielle sera la dernière valse, le dernier tour de piste d'Arlette Laguiller. Elle s'use comme tous les autres acteurs de la scène politique. Et, malgré tout, l'écart entre le discours réel de son parti, les objectifs réels de son parti et la nature, le sens du vote qui se porte sur elle devient tellement grand qu'il me semble qu'il sera de plus en plus intenable.

Je ne serais pas surpris qu'elle fasse un de ses plus mauvais scores. Surtout parce que la famille de la gauche radicale est en train de se transformer rapidement, ce qui risque de rendre cette tension insupportable. Selon moi, c'est une des raisons pour lesquelles Alain Krivine a refusé de conclure une nouvelle alliance avec Arlette Laguiller et Lutte ouvrière. Jusqu'à présent, la LCR a raté le coche. Elle n'a jamais obtenu de très bons résultats électoraux alors que, au contraire de LO, elle est présente dans tous les mouvements sociaux. C'est donc très frustrant, quand on est dirigeant de la Ligue communiste révolutionnaire, de constater cet état de fait. Mais si la Ligue s'était encore alliée avec Lutte ouvrière, elle prenait le risque de se marginaliser du côté des "sectaires". Car les militants du mouvement social se reconnaissent de moins en moins dans la posture archaïque d'Arlette Laguiller.

Parlons enfin des anarchistes. C'est le mouvement anarchiste qui semble le plus bénéficier de la mise à distance de la politique que je constatais plus haut. Les anarchistes ne se considèrent pas comme appartenant à l'extrême gauche. Ils n'aiment pas être assimilés à ce qu'ils appellent les orgas, toutes les organisations d'extrême gauche, en particulier les trotskystes. La mouvance anarchiste recoupe, certes, la frange la plus radicalisée (celle qu'on a vue à Seattle, à Prague, à Québec), mais elle recouvre un mouvement plus large. A cet égard, le succès que connaît le qualificatif "libertaire" est révélateur.

On ne parle plus tellement des anarchistes, à part dans les chansons, mais plus souvent des "libertaires". Et qui n'est pas libertaire aujourd'hui ? Le sociologue Philippe Corcuff se définit comme social-démocrate libertaire. Daniel Bensaïd, que je citais tout à l'heure, s'est proclamé comme léniniste libertaire. La plupart des individus, que nous aurions spontanément qualifiés d'anarchistes, s'appellent libertaires aujourd'hui. Ce type de position (contestation extrêmement radicale, posture libertaire et critique du système démocratique au nom de la démocratie absolue) a un grand avenir. Certains libertaires admettent même un cousinage entre les libertaires et les libertariens ! L'inscription des libertaires dans le système démocratique, leur contestation radicale au nom des droits, le fait qu'ils ne soient pas pris dans un système de partis et d'organisations mais au contraire dans un système de réseaux, forment système. J'ai tendance à croire qu'ils joueront un rôle important dans l'avenir.

Un dernier mot sur mon organisation d'origine, le Parti des travailleurs de Pierre Lambert. Je les ai peu étudiés dans mon travail pour *Le Débat* parce que je pensais qu'ils étaient en train de sortir complètement du jeu. Je me suis apparemment trompé car il semble que ce courant trotskiste répète, à l'égard des organisations communistes, la tactique de l'entrisme qu'il avait suivie dans le Parti socialiste, il y a une vingtaine d'années, notamment comme on le sait avec Lionel Jospin. Les succès de cette tactique sont probablement le résultat de l'affaiblissement considérable du Parti communiste et de la cgt. Un responsable de la cgt, déclarait récemment "avoir peur" de la présence des trotskistes lambertistes à l'intérieur de son syndicat. Ce sont en effet, encore plus que les autres activistes d'extrême gauche, des militants très actifs, très organisés, très dévoués. En outre, ils reprennent à leur compte l'acquis, le discours historique de la cgt. Par exemple, ils attaquent Bernard Thibaut au nom de la défense de la politique et des valeurs de la cgt. Ils font la même chose à l'intérieur du Parti communiste. Certains même semblent imaginer que demain les lambertistes pourraient susciter la candidature à la présidentielle d'un "vrai communiste" contre Robert Hue. Cela inquiète même les socialistes.

Un dernier point : les "motivés" de Toulouse et les mouvements qui y ressemblent, quelqu'un les a qualifiés de "Parti des associations". Cela me semble être une expression particulièrement judicieuse. Ce Parti des associations pourrait jouer un rôle dans les futures campagnes électorales. Le ps espère s'en servir. D'ailleurs, je hasarderai très vite que, dans la période électorale à venir, on assistera à un gauchissement assez net du Premier ministre s'il est candidat. Sa campagne se fera, au moins au premier tour, à gauche, sur certaines des valeurs démocratiques, radicales que j'ai essayées de décrire ici. Je vois très bien Lionel Jospin se gauchir sur la mondialisation, sur un certain anti-américanisme, d'autant plus facilement qu'avec George Bush comme président, on peut être anti-Bush sans être complètement, « bêtement » anti-américain.

Pascal Perrineau : Merci beaucoup, Bernard Poulet. Je vous propose qu'on ouvre la

discussion sur l'ensemble des deux entrées, l'entrée française et l'entrée européenne. Donc je passe tout de suite la parole à Daniel-Louis Seiler sur la perspective comparative et européenne.

Daniel-Louis Seiler : Quelques remarques préliminaires. D'abord, je ne suis pas un spécialiste de l'extrême gauche en tant que telle. J'essaie de travailler sur l'analyse comparative des partis politiques en Europe et plus spécialement en Europe de l'Ouest incluant, d'ailleurs, l'Europe centrale. Trois points sur la manière dont je vais aborder le problème. Premièrement, je vais m'attacher aux partis, sans toutefois m'attarder sur l'aspect culturel, -église, hérésie, schisme, chapelle, recomposition-, qui peut marquer le terreau de l'extrême gauche. Je pense qu'un exposé de 3 ou 4 heures n'y suffirait pas : j'en veux pour preuve celui que nous venons d'entendre sur la France et qui nous dévoile une histoire, une sociologie ainsi que des phénomènes émergents extrêmement denses. On pourrait effectuer le même exercice pour chacun des 14 autres pays de l'Union européenne. Ce qui serait impossible. Je limiterai donc mon propos aux partis capables de faire élire des députés, soit dans un Parlement national, soit au niveau de conseils régionaux, municipaux, disposant donc d'une assise électorale. Ainsi, en appliquant ce critère à la France, on ne retiendrait effectivement que Lutte ouvrière et la lcr. Deuxième remarque, il faut se garder, dès qu'on aborde la dimension européenne des phénomènes politiques, de parler de *partis politiques européens*. C'est une erreur, un abus sémantique largement répandu, que des politistes, la presse font malheureusement très souvent. Ils sont encouragés par certaines institutions, comme le Parlement européen. Le traité de Maastricht consacre, en effet, un article à des *partis européens*, faisant ici écho au *wishfull thinking* de trois alliances de partis nationaux qui se prétendent partis européens. Si on leur applique la théorie des partis politiques et tous les classiques de Bryce à Ostrogorsky ou Michels aujourd'hui, ils sont tout sauf des partis. Ce ne sont même pas des fédérations, mais des alliances de partis. Ainsi le traité de Maastricht invoque des partis virtuels. De ce fait, nombre d'observateurs généralisent pour dire : voilà, il y a une extrême gauche européenne, il y a une démocratie chrétienne européenne *et caetera*. Il faut être prudent, sans pour autant rejeter complètement l'échelon tant international qu'europpéen pour analyser les partis. Sinon je n'aurais rien à faire ici et je perdrais d'ailleurs mon objet de recherche, puisque je travaille sur la comparaison de ces partis politiques entre autres... Ma troisième remarque liminaire porte sur le mot *extrême gauche*. Il s'agit, en l'occurrence, du secteur de l'extrême gauche capable de faire élire des députés et qui apparaît au Parlement Européen. Vous avez suivi l'actualité : grâce à son statut d'eurodéputé, Alain Krivine -pourtant inscrit sur la liste noire des indésirables aux Etats-Unis- s'y est rendu pour participer à une enquête fort intéressante diligentée par le Parlement européen sur les activités de Echelon, ce réseau américain qui nous veut du bien.

Cette extrême gauche européenne existe ainsi, formellement constituée au sein d'un groupe parlementaire intitulé : Gauche unitaire européenne-Gauche nordique. Le pcf appartient également à ce groupe. Faut-il pour autant le considérer comme étant d'extrême gauche ? Si je prends la France comme référentiel, seuls Lutte ouvrière et la lcr entrent dans cette catégorie, non le pcf. Effectivement, la Gauche unitaire européenne, se compose d'une série de partis qui se situent — et encore il faut être prudent en matière de Parlement européen — sur la gauche du groupe socialiste européen, même si certains députés britanniques, fut-ce à l'époque du blairisme, sont au moins aussi à gauche que des membres de la Gauche unitaire européenne et Gauche nordique. Afin d'éviter le *conceptual stretching* qui, selon Sartori, biaise tant de catégories comparatives, il faut effectivement soustraire un certain nombre de partis qui n'appartiennent pas à cette extrême gauche ou à ce qu'on entend aujourd'hui comme extrême gauche : le Parti

communiste français, le Parti communiste portugais, *Izquierda Unida* qui est le parti, la coalition créés autour du Parti communiste espagnol ainsi que les communistes grecs. Reste effectivement ce qu'on peut appeler l'extrême gauche et que je vais définir.

Les mots Gauche unitaire européenne et Gauche nordique, illustrent sémantiquement les deux rameaux, les deux traditions dont il est question ici. Celles-ci convergent car elles possèdent des éléments en commun. Alors, par extrême gauche j'entends effectivement cette gauche de la gauche qui occupe d'ailleurs dans une série de pays un espace politique que le Parti communiste a abandonné pour devenir plus centriste. Elle-même est prise dans ce mouvement de centrisme/sinistrisme, que Duverger décrivait déjà dans les années 1950. Les partis qui la composent ont, d'ores et déjà, été amenés à assouplir leurs positions. Monsieur Poulet en a donné une série d'exemples fort intéressants. L'extrême gauche regroupe donc des partis qui se trouvent à la gauche des Partis communistes, ce sont des partis qu'on pourrait qualifier d'intégralistes. Il faut préciser le terme. Pourquoi intégraliste? Osons une analogie: l'extrême-gauche serait au mouvement ouvrier européen ce que l'intégrisme catholique est à l'église catholique, c'est-à-dire un attachement à un certain corps de doctrine, même si on n'en est plus très sûr, d'organisation et de pratique. Une pratique qui comprend, d'ailleurs, la présence, sur le terrain au sein des associations. S'il y avait eu, à la fin des années 1950, un chômage aussi massif qu'actuellement, les militants du pcf auraient bénéficié d'une position hégémonique dans les associations de chômeurs ou dans les associations de droit au logement. Ce vide est désormais comblé et on le retrouve partout où existait un PC actif. En définitive les militants restent attachés à une certaine idée de la gauche et de sa praxis tout en ayant intégré l'idée qu'un changement est survenu dans la nature du terrain politique. Ces deux courants proviennent finalement d'un même modèle historique.

Ces partis sont donc constitutifs de la gauche, mais je n'aime pas trop les mots droite, gauche qui signifient, sans doute, quelque chose *hic et nunc* mais qui perdent beaucoup de sens quand on en fait une analyse comparative. J'entends par gauche toute une histoire, celle du mouvement ouvrier. Les partis qui la composent, que ce soit sociologiquement vrai ou non et, d'ailleurs, c'est souvent sociologiquement vrai, appartiennent à l'histoire du mouvement ouvrier. Les références théoriques et doctrinales qui sont données sont celles du mouvement ouvrier. Un mouvement ouvrier qui, en Europe de l'Ouest, fut marquée profondément par une expérience qui n'est pas réductible à celle des Partis communistes qui s'y est ajoutée, mais, qui résulta de l'imposition du modèle social-démocrate à toutes les formations membres de la Deuxième Internationale. On l'a souvent oublié mais la culture du mouvement ouvrier européen fut refaçonnée au moyen d'une référence doctrinale et organisationnelle, celle du spd ou, plus précisément, de l'ancien spd, et je dirais même: du sap (le Parti social-démocrate ouvrier, celui de Bebel et Liebknecht, qui fut le premier nom du Parti social-démocrate allemand). D'ailleurs, certains mouvements, notamment trotskistes, qui se sont présentés dans des pays germanophones sans succès aux élections, ont utilisés le sigle sap, qui a une valeur mythique dans l'histoire en du mouvement ouvrier de ces pays. Le Parti social-démocrate suédois, celui de Gšran Person, pour le moins libéral dans ses pratiques, en tout cas il n'est pas au plan européen sur la même ligne que Lionel Jospin, a repris le sigle emblématique de sap. On retrouve encore cette référence au parti ouvrier le plus important avant 1914 dans le sigle des socialistes espagnols, le psoc, Parti socialiste ouvrier espagnol ou dans celui du Parti ouvrier social-démocrate luxembourgeois, POSL. Encore plus près de nous, le Parti ouvrier belge, nom du Parti socialiste belge jusqu'en 1945, et avant les regroupements de socialistes français, le parti de Jules Guesde, le pof, le Parti ouvrier français. Toutes ces formations

constituaient des adaptations de ce modèle sap. Ce dernier possédait une série de caractéristiques des plus significatives pour comprendre l'évolution ultérieure. Je voudrais citer Michel Rocard. Dans un excellent petit livre collectif, consacré à la social-démocratie et publié par la revue rocardienne *Faire au Seuil* dans la collection Point. Politique, Rocard concluait, que d'une part social-démocrate, dans le vocabulaire communiste, est une injure, un terme stigmatisant et que d'autre part les socialistes doivent leur retourner l'argument : les sociaux-démocrates, c'est vous, les communistes, la social-démocratie n'est pas le socialisme français. Il parlait des caractéristiques sociologiques et organiques des grandes social-démocraties européennes : une base ouvrière majoritaire, une hégémonie quasi absolue à gauche, des rapports organiques non seulement avec le syndicalisme mais aussi avec un vaste réseau de mutuelles, d'associations et de coopératives. Les grands Partis communistes accomplirent ce modèle, les sociaux-démocrates aussi, les vrais. Rocard se demandait en 1971 ce qui sépare le communisme, français notamment ou italien de la social-démocratie envisagée du point de vue sociologique ? Deux éléments d'ordre stratégique, deux butoirs. D'une part le butoir du suffrage universel. Après avoir accepté à la suite d'Engels d'en faire son moyen quasi exclusif de conquête du pouvoir, la social-démocratie a admis également d'en accepter la sanction négative. D'autre part le butoir économique. Elle a abandonné très tôt en pratique, sinon en théorie, la thèse d'une appropriation intégrale des moyens de production. Ainsi, pour Rocard, nous voici donc aujourd'hui devant un paradoxe. Les Partis communistes, qui n'ont pas eu de mots assez durs pour dénoncer la social-démocratie, sont probablement les partis les plus proches de la social-démocratie de type allemand en Europe du Sud. Ils ont déjà accepté le premier butoir, c'est-à-dire celui du suffrage universel. Ils récusent encore théoriquement le butoir économique mais s'y sont depuis longtemps adaptés en pratique. A partir de cette définition de la social-démocratie européenne et du rapport avec le communisme, on comprend mieux la position d'une extrême gauche qui s'érigea en statue du commandeur face aux dérives attribuées, à tort ou à raison, à la social-démocratie.

Le modèle social-démocrate marqua donc la gauche de son empreinte hégémonique. D'ailleurs Lénine ne fit-il pas ses armes au Parti ouvrier social-démocrate russe ? Ne l'oublions pas. Un de mes amis aujourd'hui disparu, Georges Goriély, professeur à l'université de Bruxelles, dans un article publié à la fin des années 1960 dans la revue *Res publica*, écrivait qu'en fait, le communisme constituait une extrême social-démocratie ou une perversion de la social-démocratie et que finalement les communistes étaient, à bien des égards, proches sociologiquement de la social-démocratie. Ce sont les caractéristiques d'organisation, de centralisation, souvenez-vous du SPD avant la Première Guerre mondiale, souvent le débat interne même s'il confrontait des intellectuels de qualité -comme Bernstein, Kautsky ou Rosa Luxemburg- était très difficile, compte-tenu de la discipline du parti. Lénine construisit une social-démocratie corrigée par les conceptions de Blanqui et adaptée aux conditions sociologiques d'une action dans des régimes autoritaires et notamment celui du tsar. C'est pour cela que ses positions l'emportèrent dans les partis ouvriers luttant contre les régimes autoritaires et que le communisme a si bien fonctionné dans les différentes résistances antifascistes en Europe. C'est la clé. Nous sommes face à un mouvement, un modèle organisationnel social-démocrate, dont le communisme se sépare avec le Komintern au nom même de l'internationalisme, valeur fondamentale de la social-démocratie d'avant 1914. Qu'ont fait les communistes ? Sinon tenter de revenir aux sources mais eux-mêmes furent pris dans une série de dérives.

Il faut distinguer deux cas de figure, qui se présentent dès le début du xxe siècle et dont procèdent les deux traditions suivant le degré de succès de la greffe social-démocrate de type allemand. Là où elle prend, on constate effectivement que le PC reste une formation marginale, voire que sa place sur la gauche de la social-démocratie est occupée par l'extrême gauche. Ce modèle social-démocrate fut appliqué avec succès par le sap suédois, la social-démocratie danoise, les travaillistes norvégiens. Ainsi, de grands partis ouvriers, hégémoniques se sont créés à gauche, quasiment sans concurrence. Mais, ils vont être contestés c'est la première tradition d'extrême gauche, celle de la gauche nordique, dont les partis s'installent durablement dans le paysage parlementaire scandinave. Ces derniers restent électoralement assez faibles, mais parfois jouent un rôle d'appoint pour un gouvernement social-démocrate minoritaire et permettent d'exprimer une protestation des couches très traditionnelles, d'ailleurs, qui soutiennent habituellement la social-démocratie, couches souvent composées de travailleurs manuels, en tout cas salariés, qui n'acceptent pas les dérives centristes de la social-démocratie et qui espèrent ainsi ramener les partis sociaux-démocrates vers des positions plus orthodoxes. En France on a l'image d'un paysage politique nordique extraordinairement pacifié, paisible. J'ai des souvenirs émouvants d'une campagne électorale suivie au Danemark en 1966. J'étais encore étudiant. Choc culturel étonnant parce qu'on m'avait amené à une assemblée électorale où il était censé se passer des choses... Je ne comprenais pas le danois et je m'ennuyais prodigieusement : un orateur parlait sur un ton monotone et soporifique. Puis, quelqu'un posa une question, très calmement, très poliment. L'étudiante, qui me guidait, me dit alors: il y va vraiment très fort. Le ton montait mais je ne percevais rien sinon un électroencéphalogramme plat ! C'est l'impression que nous donne encore aujourd'hui la vie politique scandinave mais elle est totalement fautive. En ce temps, l'extrême gauche danoise était, effectivement, en proie à un très vif débat, opposant deux partis frères : les socialistes populaires, SF, qui existent toujours, d'un côté, et de l'autre la gauche socialiste, vs. Discuter avec leurs militants était un exercice surréaliste, parce qu'ils ne parlaient que de lutte armée en Amérique latine, de Fidel Castro ou du *Che*. Ils semblaient d'ailleurs se vouer réciproquement aux gémonies. Le SF se caractérisait par un entrisme trotskiste très marqué, le VS étant plus composite. Ils se traitaient d'injures dignes de l'avant-guerre voire de la Belle époque : hitléro-trotskyiste, ou gauchiste mais au sens de Lénine : le gauchisme, maladie infantile du communisme. Ces personnes tenaient des propos très virulents devant un verre de bière mais se distinguaient de nos gauchistes par le fait que leurs partis possédaient une assise électorale.

Le plus ancien parti de la gauche nordique date des années 1950, est le SF représenté de manière continue au Parlement européen depuis les premières élections au suffrage universel donc en 1979 et siège à la Gauche unitaire nordique. Ce parti a été créé, en 1956, par le seul communiste danois à posséder une expérience gouvernementale : Aksel Larsen, membre, après la guerre, d'un gouvernement d'union nationale pour la reconstruction. Plus populaire que son parti, il fut exclu du Parti communiste et condamné par Moscou pour Titisme. Heureusement pour lui il était à l'Ouest... En Norvège voisine les communistes exclurent pareillement leur secrétaire-général, Furubotn, n'hésitant pas à proclamer que celui-ci avait beaucoup de chance que le parti ne soit pas au pouvoir... Ces événements se passèrent au moment des tragiques affaires Rajk et Slansky ! Larsen apparaît effectivement comme le premier à avoir défini une gauche beaucoup plus ancrée à gauche que la social-démocratie mais profondément indépendante, attachée au marxisme mais en opposition avec Moscou. Les communistes islandais furent les premiers à avoir rompu avec le Komintern avant la guerre. Ils furent également les premiers à changer de nom pour devenir l'Alliance populaire, un parti qui est, comme on dirait en allemand, *koalitionsfähig* à savoir éligible

à des coalitions gouvernementales. On pourrait le considérer comme le premier des partis de cette Gauche nordique mais c'est en dehors de l'Union Européenne. Le sf prend ses voix à la social-démocratie en se situant sur sa gauche et élimina les communistes au Danemark. Ce parti fut victime de la dissidence de plusieurs députés -à l'origine du VS- lorsque sa direction accepta de soutenir le gouvernement social-démocrate minoritaire. Le sf n'a jamais voulu sombrer dans la politique du pire. Ce parti est maintenant historique car il date d'avant 1960, son meilleur résultat datant d'ailleurs de 1966. Il n'a jamais participé au gouvernement. C'est plutôt un parti tribunitien, dirait-on, pour reprendre les catégories de Lavau. Dans les autres pays scandinaves il n'y avait pas de leader assez fort, pour rompre avec le PC et créer un parti. Ainsi en Norvège, les débats sur l'adhésion du pays au Marché commun servirent de catalyseur. Un petit parti norvégien créé à l'image d'ailleurs du sf, appelé le Parti socialiste populaire a, d'abord, récupéré des élus sociaux-démocrates ou plutôt travaillistes, opposés à l'Union européenne au moment du premier référendum de 1973, créant un parti qui s'intitula SV, Coalition électorale socialiste et devint le Parti socialiste de gauche sans modifier son sigle. Toujours représenté au Parlement norvégien - mais comme vous le savez la Norvège a dit une fois de plus non à l'Union européenne- le sv était l'un des partis les plus opposés à l'entrée de la Norvège dans l'Union européenne. Autre phénomène curieux : la Suède. On peut considérer le Parti de la gauche comme un parti d'extrême gauche car il est présent dans les luttes, il est ouvert à une certaine dimension libertaire, il est en bons termes avec des éléments trotskistes et cetera. Mais il constitue, par ailleurs, un avatar du Parti communiste suédois. Or ce dernier avait adopté la ligne italienne, c'est-à-dire que dans les réunions internationales communistes il soutenait le PCI. Certains affirmaient qu'il était même aidé matériellement par le pci. Il s'agissait d'un parti de sensibilité italienne mais qui campe toujours sur les positions de 1968. Toutefois, ce qui apparaissait comme modéré dans les années 1970, semble radical en 2000. Cependant, la Suède n'étant pas l'Italie, le PC ne pouvait suivre le processus reconversion sociale-démocrate qui est survenu au Parti communiste italien devenu le pds puis les démocrates de gauche. Faute de pouvoir s'ancrer dans un espace politique solidement occupé par un grand parti social-démocrate il dû opter pour une extrême-gauche, pluraliste, ouverte aux courants alternatifs et présente sur le terrain des luttes.

Voilà pour ce panorama de la première tendance de l'extrême gauche européenne, essentiellement scandinave. Il s'agit donc de partis dont l'implantation est ancienne, qui d'une façon ou d'une autre ont eu des liens avec les Partis communistes et qui en dépit d'origines diverses -trotskystes au Danemark, sociale-démocrates dissidents en Norvège, communistes rénovatrices en Islande et en Suède- se caractérisent par un profil de type *New Left*, écolo-alternatif et antimondialiste. Un mot encore sur la Norvège. Le Parti travailliste norvégien compte au nombre des partis qui demandèrent leur adhésion à la Troisième Internationale après la Première Guerre mondiale, et refusèrent les 21 conditions du Komintern. Il marquait donc une forte tendance à gauche en dépit de ses pratiques considérées *in illo tempore* par les communistes comme très réformistes. L'extrême-gauche est donc ferment enracinée dans le terreau historique scandinave, même si elle peut revêtir des aspects qui, en France, peuvent nous sembler exotiques. Avec la France et l'Italie, la Scandinavie constitue une zone de force de l'extrême-gauche parlementaire.

En ce qui concerne le PDS allemand, je ne le range pas dans cette catégorie. Première raison, il s'agit d'un parti successeur d'une espèce que Raymond Aron qualifia de parti monopoliste. Je préfère cette expression à celle de parti totalitaire, par exemple. Il s'agit d'un parti, pour reprendre

les termes de Weber, qui, ayant éliminé ses rivaux, se retrouve seul. C'est un héritier de l'ancien sed. Deuxièmement, le vote PDS reste essentiellement confiné sur le territoire de l'ancienne rda. Il est d'ailleurs très intéressant de remarquer qu'il a été rejoint par des opposants anticommunistes, des dissidents convaincus de la nécessité de conserver certains acquis du régime antérieur : que la rda n'était pas une société de consommation et qu'il fallait donc maintenir cet acquis. Ils étaient plus réticents face à la réunification allemande. Le pds, qui dispose d'une aile d'extrême gauche, est une sorte de parti régionaliste ou autonomiste. Il capitalise politiquement sur ce qu'on appelle souvent l'ostalgie, c'est-à-dire le ressentiment des Osis, les laissés pour compte du passage au capitalisme et de la réunification allemande. Le vote obtenu par ce parti dans les Länder de la rfa d'avant la réunification est totalement négligeable. Ils ne recueillent guère plus que le dkp, Parti communiste de République fédérale avant l'unification. Je me souviens des dernières élections remportées par Kohl. Je séjournais dans la région de Hanovre, à Lunebourg, pour être précis, il y avait de grandes affiches annonçant : *Gysi kommt*. Il s'agissait du leader du PDS dont la venue était susceptible de déplacer les foules et de fait il se tailla un franc succès d'audience. Gysi est étonnant parce qu'il a un côté tribun mâtiné de Woody Allen.... Il est incisif, caustique, très drôle et fait rire les salles. Beaucoup de citoyens d'Allemagne occidentale venaient et viennent toujours l'écouter, l'applaudissent mais ne votent pas pour lui sauf dans les Länder issus de l'ancienne DDR.

Deuxième tradition, à laquelle notre pays ressortit : où la greffe social-démocrate de type allemand n'a pas pris. Dès lors, les Partis communistes ont occupé l'espace dévolu ailleurs aux formations social-démocrates et ceux-ci apparaissent sous les dehors d'une social-démocratie de choc ou comme une thérapie de choc pour pays réticents, généralement de culture catholique. Et ce par un processus d'organisation partisane effectué de manière beaucoup plus centralisée, beaucoup plus autoritaire. Ces Partis communistes ont occupé l'espace de la social-démocratie face à des socialistes que j'aime bien appeler démocrates socialistes pour reprendre un vieux terme qui remonte à la révolution de 1848, un type de partis qu'Hugues Portelli qualifiait de néomendésistes. Le concept de néomendésisme n'est pas un critère comparatif donc on ne peut pas l'utiliser ici mais on retrouve en Espagne et dans d'autres pays, la même configuration associant un parti socialiste qui manqua son enracinement ouvrier et syndical, d'une part et, de l'autre, un parti communiste historiquement fort et potentiellement social-démocrate. Le communisme, en Hongrie, par exemple est à l'origine d'une social-démocratie. Pour citer encore une anecdote, je me souviens, en 1978, au moment de l'enlèvement d'Aldo Moro, d'une longue conversation avec Giuliano Proccaci, historien italien et directeur de l'Institut Gramsci qui est devenu sénateur du pci par la suite. Il affirmait qu'à gauche, en Europe, il y a deux partis sérieux, le spd et nous, nous, c'est-à-dire le pci. L'admiration pour le spd en tout cas me paraissait très considérable. Des pourparlers, des discussions, des rencontres se déroulèrent entre le spd et le pci à l'époque de Berlinguer quand le parti ne s'appelait pas encore pds ou ensuite démocrates de gauche.

Avec leur changement de dénomination les communistes italiens non seulement assumaient leur retour au bercaïl social-démocrate mais encore ont libéré un espace qu'ils occupaient nominalement et dont ils sous-estimaient l'importance : l'extrême-gauche, pourtant représentée au parlement de Rome par des groupes assez anciens. Ensuite les deux tentatives de coalitions - *L'Uliva* - mise sur pieds par DS (l'ancien PCI) ont été électoralement dirigées par des individus appartenant officiellement au même parti, les Démocrates : Romano Prodi, ancien membre de la dc, démocrate chrétien qui avait conduit la liste de l'olivier à la victoire et Francesco Rutelli qui a monté une coalition dans la coalition, *la Margherita*, où les démocrates chrétiens sont très

largement majoritaires et qui font partie donc de l'olivier dont ils forment le centre-gauche catholique. Ochetto, l'artisan de *l'aggiornamento* du PCI n'a jamais conduit une coalition au succès et, partant, Massimo d'Alema puis son successeur Walter Veltroni choisirent de s'effacer devant des catholiques pour conduire la campagne de la gauche unie. Par conséquent, dans ces pays, l'extrême gauche a pu occuper un espace d'autant plus, qu'en Italie, les nostalgiques du PCI formèrent un parti, le PRC -Refondation communiste- qui servit de structure d'accueil. Même si le PCF a conservé son nom et entretient des relations avec le PRC et avec l'extrême-gauche scandinave, il constitue une social-démocratie sociologique, il en va de même que dans le cas de l'Italie, avec les résultats engrangés par l'alliance électorale lcr-Lutte ouvrière aux européennes, aux régionales et cetera. Ainsi la France redécouvre une extrême-gauche capable d'exister électoralement.

La constellation de la gauche italienne, caractérisée par des évolutions plus nettes, plus franches, permet d'éclairer celle du pôle méridional de l'extrême-gauche européenne. Les Italiens ont une tradition d'extrême gauche, celle d'une gauche à la gauche du Parti communiste et dont l'existence électorale remonte aux années 1960. Avec le séisme provoqué par la création du Parti des démocrates de gauche, la fraction prosoviétique de la droite du PCI, issue de l'ancien courant Amendola et animée par Armando Cossuta - *i Afghani*- vont s'allier avec des militants marxistes de la fraction de gauche du parti, issue de l'ancien courant Ingrao dont le chef est Fausto Bertinotti. Ces personnes se sont retrouvées avec l'ancienne extrême-gauche pour refonder le communisme, avec la création du Parti de la refondation communiste donc *Rifondazione comunista* où une alliance très curieuse a été conclue entre d'une part des antistalinien, qui représentaient la tendance des démocrates prolétaires, du PduP *per il Comunismo*, de *Democrazia proletaria*, et cetera; donc des marxistes durs mais qui étaient assez hostiles au pci et d'autre part les pro-soviétiques du Parti communiste italien, dont une tendance n'avait pas accepté que le parti condamnât l'intervention soviétique en Afghanistan. Lors de la constitution du premier gouvernement de gauche de l'histoire d'Italie, le gouvernement Prodi, *Rifondazione* fut très embarrassée et refusa sa participation tout en accordant un soutien extérieur. Malgré les succès obtenus par Romano Prodi, la tendance majoritaire de *Rifondazione comunista*, la tendance Bertinotti, qui est résolument anticapitaliste et qui correspond sociologiquement à l'extrême gauche française, a entraîné la chute du gouvernement Prodi, provoquant ainsi la scission de ceux qui refusaient la politique du pire. Pour schématiser, Cossuta et les anciens Afghans, quittant le PRC formèrent un groupe, appelé *i Comunisti italiani* et ont rejoint le gouvernement d'Alema. Ce faisant, ils acceptaient de siéger dans un gouvernement globalement plus à droite que le précédent car comptant des démocrates chrétiens de centre-droite -les amis de l'ancien président de la République, l'imprévisible Fernando Cossiga,- lesquels avaient été élus sur les listes Berlusconi ou en alliance avec Berlusconi ! Ce dernier avait d'ailleurs, à l'époque, hurlé au rapt d'électeurs et au non respect de la volonté électorale.

Cette extrême gauche est donc ancienne car ses courants sont parfois antérieurs à la Seconde Guerre mondiale pour le trotskisme, aux années 1960 pour ce qu'on a appelé nouvelle gauche, maoïsme, gauchisme et cetera. Ces tendances paraissent, effectivement, assez dépourvues du point de vue théorique face à la nouvelle donne politique. Pourtant elles ne se sont jamais mieux portées électoralement tout en disposant de moins de membres. Ce phénomène est général en Europe. Cette extrême gauche, c'est-à-dire la gauche des communistes, n'a d'existence électorale qu'en Italie et en France. Ailleurs, la gauche de type nordique domine, sauf dans le cas des Pays-Bas qui connaissent les deux types d'extrême-gauche, la nordique et la catholique restée profondément

marxiste. En France et en Italie, le recentrage social-démocrate des grands partis communistes a libéré un espace politique qui fut immédiatement occupé par l'extrême gauche. Une extrême-gauche arc-boutée sur le marxisme-léninisme des origines et qui, à l'instar des intransigeantistes catholiques du XIX^{ème} siècle pratique volontiers la politique du pire : *Rifondazione* vient, en refusant tout accord électoral avec *L'Ulivo*, de faire élire Berlusconi alors que la gauche italienne est majoritaire en voix. La même politique est menée au Parlement européen par les élus de LO et de la LCR, le vote sur une résolution concernant la Taxe Tobin en atteste et la perspective des présidentielles et législatives de 2002 sera un indicateur de choix. Le recentrage des communistes français et le fait qu'il entraîne la percée d'une extrême-gauche intransigente révèle que, contrairement à une idée reçue, le communisme n'est pas une idée russe, ni davantage l'invention de Lénine mais remonte à la grande Révolution, à Baboeuf et à la Conspiration des égaux, à Buonarrotti qui la diffusa en Italie, aux *Carbonari* et à la tradition des coups de force qui parsèment le XIX^{ème} siècle italien, à Blanqui en France.

Les Pays-Bas constituent une zone géographique où les deux types d'extrême-gauche se rencontrent : le Parti socialiste, SP, en fait maoïste d'origine et implanté dans les régions de culture catholique, a 2 députés au Parlement de La Haye et la Gauche verte, plus forte et représentée à Strasbourg. Celle-ci constitue une fraction de partis composée du PC néerlandais, du PPR issu de la gauche du Parti catholique mais qui s'ouvrit sur d'autres horizons pour devenir une formation ressemblant au PSU de jadis, du Parti socialiste pacifiste -PSP- issu de l'aile antinucléaire et anti-OTAN du Parti travailliste, ainsi que du Parti évangélique populaire constitué par des militants des trois anciens partis confessionnels (2 protestants et 1 catholique) qui refusèrent la fusion dans une nouvelle démocratie-chrétienne jugée trop à droite et éloignée des principes de l'Évangile. Pour être complet il faudrait évoquer l'entrisme des trotskystes au sein des partis de la Gauche nordique mais aussi de formations indépendantistes. Au Pays basque et dans le *Herri Batasuna*, jadis, en Irlande chez les *Officials* du *Sinn Fein*, qui devenu le parti de la gauche démocratique a participé à une coalition gouvernementale mais il s'agit, le plus souvent de sensibilités proches de la IV^{ème} Internationale.

Sans vouloir m'avancer trop loin et pour conclure, il me semble que la tendance que vous avez soulevée en ce qui concerne la France, c'est-à-dire une certaine pénétration du trotskisme, peut mutatis mutandis, être une réalité européenne. On peut trouver des traces ou des indicateurs dans ce qu'on appelle l'extrême gauche en Europe, y compris la Gauche nordique, dans le parti de Madame Gudrun Schynmann, c'est-à-dire le Parti ex-communiste suédois, et dans l'Alliance de la gauche démocratique en Finlande qui est aussi un parti dont le noyau était le Parti communiste. On peut ajouter certains mouvements indépendantistes durs dont le credo socio-économique se réclame de gauche et où certaines tendances trotskistes sont présentes.

Pascal Perrineau. Y a-t-il des questions, des contestations, des demandes d'ajout d'information ?

Question : Vous n'avez évoqué ni l'un ni l'autre les tendances terroristes qui ont existé à certaines époques, la Bande à Baader, Action directe, les Brigades rouges. Est-ce que c'est un courant de l'extrême gauche ? Est-ce que c'est une greffe ? Est-ce que cela a été représentatif réellement à un moment ?

Daniel-Louis Seiler : Moi, je pense que non. Ces mouvements étaient très intellectuels, même si le cas italien est à nuancer. Ils ont parfois pu servir d'école pour certaines personnes, qui se retrouvent dans d'autres partis des plus respectables mais c'était facile à une époque de monter un groupe terroriste. Il ne fallait pas être très nombreux. Les Brigades rouges, apparemment, disposaient d'un certain vivier : un milieu d'accueil existait, bel et bien. Quand ces mouvements eurent disparu le vivier demeura et l'extrême gauche a pu se construire une base électorale. Je pense que ces mouvements étaient fortement répulsifs pour l'électeur. Plusieurs études ont été réalisées sur l'Italie. Il est certain que les services secrets américains y ont joué un certain rôle d'infiltration. De même, on ne peut faire l'impasse sur un problème de stratégie de la tension, de provocation et visant à déstabiliser la démocratie italienne afin de favoriser un coup d'état militaire. Cela a joué aussi. Idéologiquement ces mouvements terroristes se caractérisaient par un fondamentalisme ou un intégrisme révolutionnaire qui ne tenait absolument pas compte de ce que les marxistes appellent les circonstances, les données objectives. Ils se croyaient à l'époque romantique avec le tsar prêt à faire charger ses cosaques sur le peuple !

Bernard Poulet. Le problème, c'est que la catégorie d'extrême gauche est attrape tout. Le terrorisme s'est situé à l'extrême gauche. On l'a moins connu en France, à l'inverse de l'Italie qui a subi une profonde imprégnation ou en Allemagne qui a connu des effets spectaculaires. En France, c'est plus limité. Je n'exclus pas que cela puisse réapparaître. A l'intérieur de ces mouvements cela n'aura pas les mêmes contenus que précédemment. En effet, c'était très doctrinaire. La Bande à Baader, les Brigades rouges, la Gauche prolétarienne, qui n'est pas passée massivement au terrorisme, heureusement pour nous, ont été très doctrinaires mais là on aura probablement autre chose. Des petites traces en Italie, des petits symptômes légèrement inquiétants sont présents en Italie car il y a eu quelques attentats. Est-ce que ce sont des survivants ? Est-ce que ce sont des néos ? Est-ce que ce sont des provocations ? Ce n'est pas clair mais je suis sensible à cela. En Italie, le mouvement les Centres sociaux, espèces de squats auto organisés, forment un petit vivier, où ce courant pourrait se développer, mais qui à ce moment-là sera plus s'il devait prendre corps, ce que je ne pronostique pas. Je pense que les possibilités se situeraient plutôt dans une mouvance anarchiste et sur un terreau qui est propre à une bonne partie de l'extrême gauche aussi, que je n'ai pas abordé sur le plan théorique, qui est un peu un terreau antimoderne, une critique de la modernité, une critique de la technique, une critique implicitement du système démocratique tel qu'il fonctionne. Cela travaille un peu à l'intérieur des théoriciens de l'extrême gauche mais on en est loin pour l'instant, heureusement.

Question : Est-ce qu'il y a des cas d'individus qui ont suivi un cheminement vers l'extrême droite ?

Daniel-Louis Seiler. Je n'en vois pas, comme cela, à première vue mais historiquement il y en a eu. Le premier député d'extrême droite, réellement fasciste, élu en France, Doriot à Saint-Denis, avait été député communiste. Il y a toujours des passages mais ce sont des itinéraires individuels ou personnels. Maintenant, il n'est pas exclu même si on manque de données d'enquêtes avec des chiffres significatifs que des transferts électoraux entre extrême droite et extrême gauche s'effectuent. Ce que Pascal Perrineau a appelé le gaucho-lepenisme existe. Il y a aussi un gaucho-MSI, il y a un gaucho-haiderisme sans parler des Danois du DF. Il y a une base ouvrière très forte au *Vlaams Blok* en Flandre, en Belgique flamande. Donc on peut, effectivement, rencontrer une réaction de type antimoderniste dans l'électorat, chez des individus qui appartiennent à la classe ouvrière traditionnelle, au secteur salarié traditionnel, qui sont

complètement décontenancés par l'évolution de la société et par les positions prises par la gauche qui accepte non seulement le modèle libéral mais aussi le libéralisme culturel. Je ne suis pas certain que les joyeux motivés avec leur jubilation très agréable n'aient pas assuré la victoire de Philippe Douste-Blazy à Toulouse. Et on peut trouver ce genre de chose ailleurs en Europe. Pour prendre un endroit, dont je n'ai pas parlé mais où l'extrême droite a des bases historiques fortes, dans le Canton de Genève en Suisse, avec les Vigilants, c'est-à-dire le mouvement analogue au Front national avec lequel ils avaient des contacts. Lorsque, dans les années 1980, ils ont fait leur meilleur résultat, à peu près 20 %, 19 % des voix au Parlement genevois, ils avaient progressé et élargi leur base électorale dans les quartiers où le Parti du travail, c'est-à-dire le Parti communiste (qui ne portait pas son nom, suite à son interdiction par le Tribunal fédéral vers 1938-39) possédait ses bases électorales. Donc il peut y avoir des transferts au niveau des électeurs. Effectivement, on peut imaginer qu'il puisse y avoir une réaction contre le système car il ne faut pas oublier que l'extrême droite tient aussi un discours contre la mondialisation. La mondialisation crée des effets multiples. Elle remet les salariés dans la situation qui était la leur au XIXe siècle. C'est-à-dire : si vous n'acceptez pas telle condition de travail, il y a plusieurs milliers de personnes qui attendent dehors pour avoir votre place. Maintenant cela ne se fait plus en France, en Allemagne ou ailleurs. Les millions d'autres sont dans le tiers monde ou dans des pays où il y a moins de lois et de charges sociales, où les salaires sont plus bas. Ils se retrouvent donc dans une situation de précarité de menaces nouvelles pour eux et qui visent des acquis parfois anciens. Contrairement à ce que Marx pensait, c'est le capital qui est à l'offensive aujourd'hui, donc c'est la droite qui veut le changement et la gauche qui fait de la résistance. C'est ce qu'illustre le propos de Bernard Thibaut mais la cgt est en résistance. En outre, le nationalisme se sent agressé pour des raisons voisines. La mondialisation de l'économie et d'ailleurs l'intégration européenne ont des effets électoraux imprévisibles et peuvent parfois favoriser l'extrême gauche, parfois l'extrême droite.